



PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 6 SEPTEMBRE 2023

L'an deux-mille-vingt-trois le six septembre à 18 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 30 août 2023

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 20/ Conseillers votants : 27 (7 pouvoirs)/

ETAIENT PRESENTS : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, MM. Gérard HAERRIG, Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, Adjoint, Mme Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, Laurence LAGOUBIE, M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

VOTES PAR PROCURATION : Mme Séverine GOULARD MASSE à M. Jean-Pierre DEYSSARD, M. Anthony WILLIAMS à Mme Rozenn ROUILLER, Mme Monique VERT à M. Gérard HAERRIG, Mme Fatima BOUTERFAS à M. Jean-Paul LOTTERIE, M. Laurent MARZAT à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO, M. Vincent LECONTE à Mme Josette CABROL, M. Jean-Luc ROUSSEAU à Mme Josiane DUHARD.

ETAIENT EXCUSES/ABSENTS : Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Fatima BOUTERFAS, MM. Laurent MARZAT, Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Bastien LEDOUX, Jean-Luc ROUSSEAU.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Geneviève AUXERRE.

ORDRE DU JOUR

- Centre de Gestion de la Dordogne – Adhésion à la convention d'affectation à des missions temporaires
- Service National Universel – Adhésion au dispositif
- Cession d'une parcelle au lieu-dit « Le Guérin »
- Convention de mise à disposition d'un local à l'association de l'Amicale Laïque de Ménestérol
- Conventions de mise à disposition du dojo communal à plusieurs associations
- Convention de mise à disposition de locaux divers à plusieurs associations
- Convention de mise à disposition de la Maison municipale à plusieurs associations
- Convention de mise à disposition de la salle Saint Eloi à plusieurs associations
- Syndicat mixte du Conservatoire à rayonnement départemental de la Dordogne : Modification des statuts et demande d'adhésion de la ville de Périgueux.
- Transport scolaire – Participation au coût des transports
- Décision modificative n°4 - Participation travaux Tennis
- Gratuité d'un mois de loyer en compensation de réalisation de travaux

- Service public d'eau potable du S.I.A.E.P. de Montpon-Villefranche – Rapport sur le prix et la qualité du service – Exercice 2022
- Fixation des ouvertures de commerces le dimanche pour l'année 2024
- Motion relative à l'accès à la santé et à la lutte contre les déserts médicaux
- Motion de soutien aux Missions Locales

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

• **Approbation du compte-rendu du Conseil municipal du 5 juillet 2023**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil municipal. Celui-ci est adopté sous réserve des modifications ci-dessous.

Pas d'observations, le compte-rendu est adopté.

109- Centre de Gestion de la Dordogne – Adhésion à la convention d'affectation à des missions temporaires – Mise à jour.

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD.

Pour faire suite à l'évolution des textes, la convention d'affectation à des missions temporaires a été mise à jour lors du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Dordogne.

Conformément à l'article L452-44 du Code général de la fonction publique, et sur demande des collectivités et établissement de leur ressort géographique, les Centres de gestion peuvent mettre des agents à leur disposition pour :

- Remplacer des agents territoriaux momentanément indisponibles : Congés maladie, maternité, paternité, parental, présence parental, formation, Congés annuels, RTT, ...
- Effectuer des missions temporaires : accroissement temporaire d'activité, accroissement saisonnier d'activité,
- Pourvoir un emploi vacant qui ne peut être immédiatement pourvu : vacances d'un poste dans l'attente d'un recrutement, passage à temps partiel.
- Effectuer des missions permanentes à temps complet ou non complet.

Le recours au service missions temporaires permet de simplifier les tâches en matière de recrutement et gagner du temps puisque ce service se charge de :

- La mise à disposition rapide d'agents sélectionnés et formés, mais aussi de personnes recommandées,
- L'établissement des contrats de recrutement et le versement de la rémunération par le Centre de Gestion, moyennant remboursement par la collectivité,
- Le suivi de l'agent, depuis son recrutement jusqu'à la fin de sa mission (déclaration unique d'embauche, gestion des congés annuels, des absences et des arrêts maladie, établissement des attestations employeurs et des certificats de travail).

Elle permet de bénéficier de l'expérience et des garanties de sécurité offertes par le CDG et également d'avantages financiers non négligeables grâce, notamment, à la prise en charge des indemnités de chômage puisque le Centre de Gestion bénéficie d'une adhésion à Pôle Emploi.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L452-44,

Considérant la possibilité en cas de besoin d'avoir recours à du personnel temporaire mis à disposition par le Centre de Gestion de la Dordogne pour assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles, des missions temporaires, en cas de vacance d'emploi qui ne peut être immédiatement pourvu ou en vue de les affecter à des missions permanentes à temps complet ou non complet ;

Considérant la nécessité de signer une convention dite « convention d'affectation à des missions temporaires » pour la mise en place de ces recrutements ;

Observations :

M. Verdun : Cela représente combien d'heures et/ ou de personnes par an ?

Mme Rouiller : Cela est variable, aujourd'hui cela concerne environ 6 personnes de mémoire.

Mme Duhard : C'est bien de le savoir car cela représente des avantages.

Mme Lagoubie : Est-ce que cela génère un coût supplémentaire par rapport à un contrat mairie ?

M. Lotterie : Oui il y a les honoraires du centre de gestion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Autorise Madame la Maire à signer la convention d'affectation à des missions temporaires ;
- Prévoit à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

110 - Service National Universel – Adhésion au dispositif

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD.

Le Service National Universel (SNU) s'adresse aux jeunes, âgés de 15 à 17 ans, et consiste à impliquer davantage la jeunesse dans la vie de la nation, promouvoir la notion d'engagement et favoriser un sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes.

Ce SNU est un dispositif qui vise à faire découvrir aux jeunes de nouveaux horizons, que ce soit en termes de territoires, de personnes, d'activités ou d'engagement.

Ce dispositif se décline en 3 phases :

- Dont 2 obligatoires :
 - Le séjour de cohésion : des jeunes âgés de 15 à 16 ans participent pendant deux semaines à un moment de vie collective en dehors de leur département d'origine.
 - La mission d'intérêt général : Une association, une administration ou un corps en uniforme accueille les jeunes pour une durée minimum de 84 heures (hors temps scolaire) répartie au cours de l'année suivant le séjour de cohésion. La mission doit s'inscrire dans des thématiques telles que la défense et mémoire, la sécurité, la solidarité, l'éducation, la culture, le sport, l'environnement et développement durable, la citoyenneté.
- Une période facultative :
 - L'engagement volontaire : chaque jeune de 16 à 25 ans peut ensuite poursuivre son engagement volontaire pour une durée de 3 mois à 1 an selon les mêmes modalités que la mission d'intérêt général. Cet engagement peut prendre par exemple la forme du service civique.

Il est proposé que la commune de Montpon-Ménestérol s'inscrive dans ce dispositif afin d'accueillir des jeunes qui souhaitent réaliser une mission d'intérêt général.

Observations :

Mme Bernard : Quels types d'activités pourraient être proposées ?

Mme Rouiller : Cette délibération est motivée suite à un rendez-vous d'une jeune montponnaise qui a sollicité la Mairie pour effectuer les 84h. D'autant plus que cela permet la gratuité du code à l'issue du SNU. Cela peut être dans différents services. Les heures peuvent être réparties en demi-journée, la formule est très souple : sport, culture, accueil, police municipale etc... Cette action est souhaitée par cette jeune fille.

M. Salat : Nous allons accueillir des jeunes hors du département ?

Mme Rouiller : Oui elle a fait cette phase et elle recherche son stage de 84h

M. Salat : Mais quelle est la solution de logement si hors département ?

Mme Rouiller : Oui pour le stage cohésion qui s'effectue obligatoirement à l'extérieur du département mais non pris en charge par la Mairie mais pas forcément sur la recherche de stage. C'est le but du séjour de cohésion. Mais on devrait surtout avoir des demandes des gens du secteur et de jeunes montponnais.

M. Chazeau : Quel est le coût ?

Mme Rouiller : Il n'y a pas de coût pour la Mairie, c'est différent du service civique.

M. Chazeau : En termes d'assurance, qui couvre ?

Mme Rouiller : C'est la convention du SNU qui couvre.

Mme Lagoubie : Est-ce que l'on pourra connaître les suites de ce projet ?

Mme Rouiller : Bien sûr, pour l'instant il n'y a qu'une candidature mais un bilan pourra être fait.

M. Verdun : On pourrait également faire un article dans le Lien ?

Mme Rouiller : Oui c'est sûr c'est une bonne idée !

M. Chazeau : La plaquette nationale est-elle à disposition quelque part ?

Mme Rouiller : On en recevra sûrement après la signature de la convention pour la communication.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

26 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE (procuration à M. Jean-Pierre DEYSSARD), M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), Mme Monique VERT (procuration à M. Gérard HAERRIG), Mme Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO), Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), Mme Laurence LAGOUBIE, M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

1 abstention : M. Alain MICOINE ;

- Autorise la commune à adhérer au dispositif du Service National Universel et d'accueillir au sein de sa structure des jeunes volontaires pour des missions d'intérêt général ;
- Autorise Madame la Maire ou son adjoint délégué à signer les conventions d'engagement et l'ensemble des documents nécessaires.

111- Cession d'une portion de parcelle au lieu-dit « Le Guérin »

Rapporteur : M. Gérard HAERRIG.

Il est expliqué à l'assemblée que Monsieur Guillaume CHERRIER, Directeur de l'entreprise « La Montponnaise de Travaux » projette d'étendre son activité professionnelle et de créer des zones de stockages de matériaux. Dans cette perspective, il demande à la commune de Montpon-Ménestérol la possibilité d'acquérir une portion de la parcelle ZD n°97, dont elle est propriétaire.

Le terrain étant situé dans une zone non constructible, il est proposé de céder ce terrain au prix de la terre agricole en vigueur dans le secteur de Montpon, soit 0,502 € le m².

Vu l'avis des Domaines sollicité le 10 juillet 2023, réputé donné en l'absence d'avis émis dans un délai d'un mois à compter de la saisine effectuée ;

Les caractéristiques de cette proposition sont les suivantes :

- Localisation : Lieu-dit « Le Guérin »
- Données cadastrales : Section ZD n°97 (partie)
- Superficie : 20a00ca soit 2000m²
- Acquéreur : Monsieur Guillaume CHERRIER
Rue Jean Monnet – 24700 MONTPON MENESTEROL
- Forme de l'acte : Acte notarié
- Prix proposé : 1 004 € (soit 0,502€/m²).

Les frais de notaire et de géomètre sont à la charge de l'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve la cession d'une portion de la parcelle à Monsieur Guillaume CHERRIER suivant les conditions susvisées.
- Autorise Madame la Maire à signer tout document et à effectuer toute démarche dans le cadre de ce dossier.

Arrivée de Mme GOULARD MASSE.

112- Convention de mise à disposition d'un local à l'association de l'Amicale Laïque de Ménestérol

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Mme Séverine GOULARD MASSE en sa qualité de membre du bureau de l'association, ne prend pas part au débat et quitte la salle au moment du vote.

Afin de permettre à l'Amicale Laïque de Ménestérol de poursuivre ses activités de loisirs, il y a lieu de prolonger la mise à disposition du local occupé Rue Paul Emile Victor à proximité de l'école de Ménestérol.

La mise à disposition proposée est à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026.

Observations :

M. Chazeau : J'ai relevé et déjà attiré l'attention du conseil municipal au mois de mars sur l'état de la salle de Montignac. J'aurais aimé que soit notifié plus clairement qu'il y ait régulièrement du ménage de fait : passage du balai, serpillère, etc.... pour tous et par tous ! J'ai eu l'occasion de récupérer la salle dans un état pitoyable et M. Williams s'était déplacé pour constater. J'avais demandé à ce qu'on soit un peu plus dur sur les conditions de nettoyage des locaux. Est-ce que cela ne peut pas être spécifier plus clairement : un entretien doit être fait après chaque passage ?

Mme Rouiller : C'est un peu différent par rapport à la location de la salle de Montignac.

M. Chazeau : C'est une question de rendre propre et de confiance envers les associations. Cela pourrait attirer leur attention.

Mme Rouiller : En général les associations entretiennent leur local convenablement.

M. Chazeau : Enfin les pongistes sont bien une association qui via une convention comme celle-ci occupe une salle, donc quel que soit l'usage, le bénéficiaire, il n'empêche que passer un coup de balai c'est faisable. On peut avoir besoin de n'importe quelle salle à tout moment. Montignac, c'est encore plus spécifique avec la cuisine.

Mme Rouiller : Que souhaitez-vous que l'on fasse ajouter ?

M. Chazeau : Article 2 : les locaux doivent être entretenus avec un nettoyage prévu après chaque utilisation. « Chaque association doit laisser les locaux propres après chaque utilisation. »

La formulation convient à l'ensemble du conseil municipal et sera intégrée dans les conventions.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition du local précité à l'Amicale Laïque de Ménéstérol,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

Mme Goulard réintègre la séance.

113- Convention de mise à disposition du dojo communal à plusieurs associations

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

M. Jean-Paul LOTTERIE en sa qualité de Président de la Communauté de communes Isle Double Landais, quitte la salle et ne prend pas part au débat ni au vote.

Afin de permettre aux différentes associations et organismes de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions du Dojo communal aux associations suivantes :

Nom
CENTRE DE LOISIRS ISLE DOUBLE LANDAIS
COM.ART DU TERRITOIRE
GENDARMERIE
JUDO CLUB MONTPONNAIS
KARATE DO
WUSHU FIGHT ACADEMY

La mise à disposition proposée est à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition du local précité aux associations et organismes mentionnés,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

M. Lotterie réintègre la séance.

114 - Convention de mise à disposition de locaux divers à plusieurs associations

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Afin de permettre aux différentes associations de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions de plusieurs locaux appartenant à la collectivité suivant les conditions suivantes :

Nom	Local mis à disposition
BADMINTON CLUB MONTPONNAIS	Club house et gymnases
AMICALE DES CHASSEURS ET PROPRIETAIRES	Local situé au lieu-dit « Les Pins »
MONTPON MENESPLET FC	Club house et gymnases
PONGISTES DE MONTIGNAC	Foyer de Montignac
SECOURS POPULAIRE	Local situé 4 Rue Saint Roch

Les mises à disposition proposées sont toutes consenties à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026.

Observations :

Mme Duhard : Adagio a aussi une convention ?

Mme Rouiller : Oui mais elle a déjà été signée et il s'agit du réfectoire de l'école. Elle est toujours en cours.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition des différents locaux concernés aux associations précitées,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

115 -Convention de mise à disposition de la Maison municipale à plusieurs associations

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

M. Franck SALAT en sa qualité de membre du bureau de l'association du SA Montpon Rugby, quitte la salle et ne prend pas part au débat ni au vote.

Afin de permettre aux différentes associations de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions de la Maison Municipale aux associations suivantes :

Nom
AMICALE PHILATELIQUE ET CARTOPHILE
BILLARD CLUB MONTPONNAIS
CYCLOTOURISME MONTPONNAIS
PHOTO CLUB MONTPONNAIS
SA MONTPON RUGBY
UNION CYCLISTE MONTPONNAISE

La mise à disposition proposée est à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition de la Maison Municipale aux associations précitées,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

M. Salat réintègre la séance.

116- Convention de mise à disposition de la salle Saint-Eloi à plusieurs associations

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Mme Séverine GOULARD MASSE en sa qualité de membre du bureau de l'Amicale Laïque de Ménésterol, quitte la salle et ne prend pas part au débat ni au vote.

Madame la Maire présente le rapport suivant :

Afin de permettre aux différentes associations de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions de la salle du Saint Eloi aux associations suivantes :

Nom
AMICALE LAIQUE DE MENESTEROL
AMICALE DES RETRAITES DE VAUCLAIRE
POKER CLUB
TAROT 2M

La mise à disposition proposée est à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2026.

Mme Lagoubie : Des associations ont dû quitter Montpon faute de local décent, notamment les Bouchons d'Amour, c'est regrettable pour le montponnais.

Mme Rouiller : C'est la réfection des ateliers municipaux qui a amené ceci.

Mme Lagoubie : Donc toutes les associations qui ont un siège à Montpon risque de devoir partir à un moment ou un autre. C'est dangereux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition de la Maison Municipale aux associations précitées,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

Mme Goulard réintègre la séance.

**117- Syndicat mixte du Conservatoire à rayonnement départemental de la Dordogne :
Modification des statuts et demande d'adhésion de la ville de Périgueux**

Rapporteur : Mme Anne GRENET.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5721-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n° 001157 en date du 14 août 1986 modifié portant création du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne,

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la ville de Périgueux en date du 31 mai 2023 sollicitant l'adhésion au Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne,

Vu la délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne en date du 26 juin 2023 portant approbation de la demande d'adhésion de la Ville de Périgueux à compter du 1er septembre 2024,

Considérant la nécessité de modifier les statuts du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental,

Considérant que les membres du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne disposent d'un délai de trois mois à compter de la date de notification de la délibération du Comité Syndical pour se prononcer sur la demande d'adhésion, et que passé ce délai et à défaut de délibération, la décision sera réputée favorable.

PREAMBULE

Dans le cadre d'une convention tripartite entre le Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental, la Ville de Périgueux et le Département de la Dordogne, une mission de préfiguration en vue de l'adhésion de la Ville de Périgueux au Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne (SMCRDD) a été mise en place en octobre 2022.

Cette démarche concrétise la volonté commune d'adhésion afin d'affirmer un projet partagé dont la priorité est l'ouverture à l'ensemble du public aux pratiques artistiques sur l'ensemble du Département.

Depuis le 1er octobre 2022, quatre Comités Techniques (COTECH) et quatre Comités de Pilotage (COPIL), réunissant les différents partenaires, ont été organisés. Ces réunions ont permis de réfléchir aux conditions de l'adhésion de la Ville de Périgueux au Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne.

Le projet d'adhésion a été présenté au Comité Social Territorial de la Ville de Périgueux le 9 mai 2023, ainsi qu'à celui du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne, le 9 juin 2023. Les deux instances ont émis un avis favorable à l'unanimité.

Par ailleurs, le projet a été présenté aux représentants du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne au cours d'une réunion de Bureau élargi, organisée le 23 mai 2023.

Dans cette perspective, lors du Conseil Municipal du 31 mai 2023, la Ville de Périgueux a demandé son adhésion au SMCRDD à compter du 1er septembre 2024.

Lors de la séance du 26 juin 2023, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne a approuvé à l'unanimité l'adhésion de la Ville de Périgueux, à compter du 1er septembre 2024.

En outre, il est proposé de procéder également à une modification des statuts du Syndicat Mixte afin d'encadrer les modalités de cette adhésion. A cette occasion, il est proposé un toilettage de certaines dispositions devenues obsolètes.

Observations :

M. Chazeau : Je vais parler en mon nom personnel en tant qu'ancien enseignant du conservatoire de Périgueux. J'ai enseigné plus de 10 ans. C'est une nouvelle qui est une bonne nouvelle et qui est attendue depuis presque 30 ans à Périgueux. Mes anciens collègues en sont certainement très contents mais ceci dit, ce qui chagrine tout le monde, c'est qu'il va y avoir une hausse pour les élèves de l'adhésion et des cours (presque multipliée par 2). C'est dommage car le rayonnement départemental présente de nombreux avantages. Il y avait un pli social dans ce conservatoire et il pouvait par l'attraction de ses tarifs garantir un accès à la culture et à la musique, à des instruments gratuits...

Mme Goulard quitte la salle puis réintègre.

Mme Rouiller : Oui c'est une augmentation pour les habitants de Périgueux mais pas pour ceux qui sont déjà au département. Les élèves de Chancelade à Périgueux verront aussi l'augmentation.

Mme Grenet : Il y a des tarifs pour les bénéficiaires du RSA : 10 €/an.

M. Chazeau : Oui mais c'est dans l'ensemble qu'il y a des choses à revoir.

Mme Rouiller : Ces tarifs rendent accessibles à tout le monde, le barrage n'est peut-être pas financier mais simplement l'image élitiste du conservatoire.

M. Chazeau : Mais des familles de la classe moyenne, n'auront pas bénéficié d'aide pour accéder à cette offre en règle générale. C'est un témoignage que je fais.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve les modifications des statuts du Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne conformément au document joint en annexe.
- Approuve l'adhésion de la Ville de Périgueux au Syndicat Mixte du Conservatoire à Rayonnement Départemental de la Dordogne à compter du 1er septembre 2024,
- Valide les modalités de cette nouvelle adhésion.

118- Transport Scolaire – Participation au coût des transports

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Dans le cadre de l'organisation du service de transport scolaire pour l'année 2022/2023, et dans un souci de maintenir la gratuité de l'accès à l'école, il est proposé comme l'an passé de rembourser aux familles de Montpon-Ménestérol le montant de la participation qu'elles ont versée au Syndicat Intercommunal Scolaire (SIS) Montpon-Villefranche.

Le montant de cette participation est de 30 ou 50 € par enfant en fonction du quotient familial calculé en 2021/2022. Toutefois, une réduction est appliquée aux familles inscrivant plusieurs enfants au Transport Scolaire tel que décrit ci-dessous :

- 3^{ème} enfant dans l'ordre de naissance, 30 % de réduction
- 4^{ème} enfant dans l'ordre de naissance et suivants, 50 % de réduction

Observations :

M. Verdun : C'est pour l'année ?

Mme Rouiller : Oui.

Mme Lagoubie : C'est gratuit pour les 2 premiers enfants ?

Mme Rouiller : Ce n'est pas gratuit lors de l'inscription mais après c'est remboursé par la commune.

M. Lotterie : La commune prend le reste à charge pour garantir l'accès gratuit aux familles aux écoles depuis de nombreuses années.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, approuve le remboursement du montant de la participation aux familles Montponnaises.

119- Décision modificative n°4 – Participation travaux Tennis

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Lors du Conseil Municipal du 24 janvier 2022, Madame la Maire avait présenté le projet proposé par la Société TOITURES SOLAIRES DU PERIGORD concernant la construction d'un bâtiment sur deux courts de tennis dont la toiture serait couverte par une centrale photovoltaïque.

L'assemblée avait approuvé ce projet et validé une participation de la commune d'un montant de 12 000 € TTC.

Afin de pouvoir verser cette participation, la décision modificative suivante est nécessaire :

Virements de crédits n° 4 <i>Budget Principal</i>	DEPENSES			RECETTES		
	Compte	t.	Montant	Compte	t.	Montant
Installations générales, agencement aménagement des constructions	2135	414	- 12 000,00			
Subventions d'équipement – Bâtiments installations	20422	414	+ 12 000,00			
INVESTISSEMENT	0					

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative présentée.

120- Gratuité d'un mois de loyer en compensation de réalisation de travaux

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Le logement E situé 32 Rue du Duc de Sully est loué depuis le 10 juillet 2023 à Monsieur Rabah REHAHLA.

Ce dernier propose de faire des travaux de peinture dans le logement.

En contrepartie, la commune accepterait la gratuité d'un mois de loyer soit la somme de 419,35 €.

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'unanimité la gratuité d'un mois de loyer en compensation de réalisation de travaux.

121- Service public d'eau potable du S.I.A.E.P. de Montpon-Villefranche – Rapport sur le prix et la qualité du service – Exercice 2022

Rapporteur : M. Gérard HAERRIG.

Il est rappelé que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, à toute collectivité organisatrice d'un service public d'eau potable ou d'assainissement, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

Ce rapport doit être transmis aux communes adhérentes ayant transféré leur compétence pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Madame la Maire présente le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, relatif à l'exercice 2022 du S.I.A.E.P. DE MONTPON-VILLEFRANCHE, auquel la Commune a transféré cette compétence, approuvé par délibération du Comité Syndical du 31 juillet 2023 et auquel a été jointe la note annuelle d'information de l'Agence de l'eau, prévue par la Loi N° 2010-788 du 12 Juillet 2010.

Considérant cet exposé, après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Prend acte de la présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable du S.I.A.E.P. DE MONTPON-VILLEFRANCHE relatif à l'exercice 2022.

- Autorise Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer tout document pour mener à bien ce dossier.

122 - Fixation des ouvertures de commerces le dimanche pour l'année 2024

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

L'entrée en vigueur de la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015, dite loi Macron, a modifié l'article L 3132-26 du Code du Travail en permettant aux maires d'accorder une autorisation d'emploi des salariés dans le commerce de détail le dimanche jusqu'à 12 dimanches par an.

Au-delà de 5 dimanches autorisés par le Conseil municipal, l'avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre doit impérativement être sollicité.

Faute de délibération du Conseil municipal avant le 31 décembre de cette année, aucun commerce de détail visé par la loi n°2015-990 ne saurait être autorisé à ouvrir le dimanche durant l'année 2024.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface est supérieure à 400 m², soit les supermarchés et hypermarchés, les jours fériés travaillés sont déduits des « dimanches du Maire », dans la limite de trois par an.

La loi prévoit que chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté pris en application de l'article L 3132-26 détermine les conditions dans lesquelles ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

Ainsi, dans le cadre de la compétence qui est celle du Maire, soit 5 dimanches par an, il est proposé de solliciter le Conseil municipal sur le principe d'ouverture des commerces qui le souhaitent, les dates restantes fixées à la convenance de chaque enseigne qui les communiquera à la commune pour prise d'un arrêté municipal spécifique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 3132-26 du Code du Travail,

Vu la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015, dite loi Macron, et l'obligation de consulter l'EPCI au-delà de 5 dérogations au repos dominical,

Vu les demandes d'ouverture reçues de plusieurs commerces de détail alimentaire et non-alimentaire par la commune de Montpon-Ménestérol,

Observations :

M. Salat : Est-ce qu'il y a eu des demandes des commerçants pour des jours en plus ?

Mme Rouiller : Non, nous n'avons pas de demandes d'ouverture supplémentaire.

M. Salat : 5 suffisent ?

Mme Rouiller : Je n'ai pas de retour en ce sens. Certaines communes imposent les dates, c'est bien de laisser à chacun son libre choix.

M. Salat : Elle va dans le sens de la demande des commerçants, ce qui m'interpelle, c'est que des commerces sont ouverts 7/7 jours, à des horaires impossibles, notamment des coiffeurs, qui posent un réel souci. S'ils sont seuls à travailler, sans salarié, on ne peut pas faire grand-chose. Les changements d'usages des locaux sont soumis à des déclarations, est-ce qu'elles sont faites ? Le pouvoir du Maire est limité à ce niveau mais cela serait judicieux d'harmoniser face aux autres.

Mme Rouiller : Il n'y a pas d'employés concernés spécifiquement. La commune est préoccupée par ce sujet et les démarches sont en cours pour régulariser.

M. Salat : Vous êtes médecin, comment travailler 7/7 jours ? Ils ont forcément des salariés. Mon interrogation est légitime vis-à-vis des administrés.

Mme Lagoubie : Historiquement je voterai « non » car les gens ont autre chose à faire le dimanche et vu le problème du pouvoir d'achat...

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

20 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD,

Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), Mmes Monique VERT (procuration à M. Gérard HAERRIG), Josette CABROL, Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

6 contre : MM. Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Laurent MARZAT (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Jean-Paul BOURDIE, Mmes Séverine MAILLARD, Laurence LAGOUBIE ;

1 abstention : M. Georges HERLEMONT ;

- Valide le principe d'ouverture des commerces 5 dimanches par an, tels que sollicités par chaque enseigne pour l'année 2024 ;

- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

123- Motion relative à l'accès à la santé et à la lutte contre les déserts médicaux

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Madame la Maire expose :

Rappelant que le rapport d'information sénatorial du 29 mars 2022 sur le volet « renforcer l'accès territorial aux soins » préconisait déjà de rétablir, urgemment, l'équité entre territoires et faisait part d'indicateurs alarmants (près d'un Français sur trois vivant dans un désert médical ; 11 % des plus de 17 ans sans médecin traitant ; 1,6 million de personnes renonçant chaque année à des soins, ce qui entraîne des retards susceptibles d'entraîner des pertes de chance...),

Constatant que cette situation nationale se décline malheureusement de façon particulièrement prégnante dans les territoires ruraux, dans lesquels l'affaiblissement des services des centres hospitaliers publics vient désormais se greffer à la diminution du nombre de médecins généralistes,

Rappelant à ce sujet qu'en Dordogne, le ratio s'élève aujourd'hui à seulement 8 médecins pour 10.000 habitants et que 40 % d'entre eux sont âgés de plus de 60 ans,

Rappelant également que les services d'accueil des urgences des centres hospitaliers de Périgueux, Bergerac et Sarlat sont fermés depuis le 17 mai et jusqu'au mois d'octobre, quotidiennement, à partir de 19h00,

Constatant également que le devenir de la maternité de Sarlat apparaît précaire puisqu'elle a subi, faute de personnels, une fermeture ponctuelle ces dernières semaines,

Rappelant que, face à ces inégalités territoriales d'autant plus inacceptables qu'elles sont croissantes, le Conseil départemental de la Dordogne agit de manière déterminée, au-delà de ses compétences obligatoires, à travers notamment la création de centres départementaux de santé,

Considérant que le législateur s'est de nouveau emparé du sujet le 12 juin dernier, en particulier à travers une proposition de loi transpartisane déposée par le député socialiste Guillaume Garot et signée par 200 députés, visant à instaurer un conventionnement sélectif territorial qui, par exemple, ne permettrait plus à un médecin de s'installer dans une zone bien couverte sauf pour y remplacer un médecin sur le départ,

Regrettant qu'en dépit de son bon sens et de son caractère équilibré, cette initiative ait été rejetée le 14 juin à l'Assemblée Nationale par une majorité de députés, parmi lesquels la totalité des députés du Rassemblement National,

Considérant que l'augmentation de 4 % du budget de l'hôpital dans le PLFSS de 2023, alors que l'inflation devrait atteindre au moins 7 %, maintient les établissements sous tension, avec d'un côté l'afflux de patients et, de l'autre, la dégradation continue des conditions de travail des personnels, faute notamment d'investissements dans du matériel innovant,

Constatant enfin l'insuffisance des mesures de remplacement du numerus clausus par le numerus apertus, qui produit une augmentation limitée à 200 médecins supplémentaires chaque année,

Observations :

Mme Lagoubie : On aurait pu ajouter l'hôpital de Ste Foy la Grande qui est important pour les montponnais. Pendant quelques jours les urgences ont été fermées. Les montponnais doivent être vigilants. Les urgences sont en danger. La maire de Ste Foy la Grande appelle au soutien pour que ces urgences restent ouvertes. Je souhaite que cette motion des urgences de Ste Foy la Grande soit mentionnée. L'hôpital de Libourne est encore privilégié, pourvu que ça continue. En ce qui concerne la formation, il est souhaité que les paramédicaux sortent de Parcours Sup par ce dispositif est néfaste pour ces professions.

M. Lotterie : Il y a longtemps que le Département travaille pour combattre ces déserts médicaux avec environ 23 maisons de santé et centres de santé. C'est une motion à portée nationale. Il y a eu des efforts de fait.

M. Chazeau : Motion portée par qui et pour qui ?

Mme Rouiller : Par le conseil municipal pour faire remonter à l'Etat.

M. Chazeau : Par quel intermédiaire ? on parle beaucoup du conseil départemental ?

Mme Rouiller : La désertification médicale est un problème national et porté par les sénateurs en milieu rural et soutenue par une motion portée par le CD24 que je trouve bonne et justifiée. C'est la préfecture qui prend acte et qui fera remonter.

M. Chazeau : Sur la forme, il existe un paragraphe sur lequel je ne suis pas d'accord car il est discriminant. « Regrettant qu'en dépit de son bon sens et de son caractère équilibré, cette initiative ait été rejetée le 14 juin à l'Assemblée Nationale par une majorité de députés, parmi lesquels la totalité des députés du Rassemblement National ». Stigmatiser un parti politique particulier, n'importe lequel, je ne suis l'avocat de personne, je ne comprends pas que dans un débat qui est utile pour tout le monde, un point autant politique et discriminant envers la démocratie, soit noté. Il aurait été marqué « LFI, LR ... » j'aurais fait exactement la même réflexion. C'est un point de vue éthique. C'est anti-démocratique. J'aimerais que cette formulation soit enlevée.

Mme Rouiller : Ce n'est pas stigmatisant c'est factuel.

M. Chazeau : Pourquoi le mettre en exergue ? On aurait pu dénombrer les députés sans avoir cette stigmatisation.

Mme Lagoubie : Il faut que les citoyens connaissent la situation des partis extrémistes et que les choses soient claires, soyons transparents. C'est un parti qui se targue de prendre le pouvoir un jour, il faut être clair.

M. Chazeau : Sans adhérer, pour un autre parti j'aurais dit la même chose, c'est discriminant d'en cibler un en particulier.

M. Salat : La motion, est-ce la même que le conseil départemental ?

Mme Rouiller : Oui.

M. Salat : C'est gênant de parler de Sarlat et pas de Ste Foy la Grande, elles concernent nos administrés

M. Lotterie : Rien ne nous empêche de le rajouter !

Le Conseil Municipal est favorable à l'insertion dans la motion de la situation de l'hôpital de Sainte-Foy-la-Grande.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par :

26 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD,

Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), Mmes Monique VERT (procuration à M. Gérard HAERRIG), Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO), Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), Mme Laurence LAGOUBIE, M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, M. Jean-Luc ROUSSEAU (procuration à Mme Josiane DUHARD), Mme Isabelle COLEY ;

1 abstention : M. Thierry CHAZEAU ;

- Considère qu'une régulation dans les zones déjà suffisamment pourvues en médecins généralistes ne constitue en rien une stigmatisation de ces derniers mais, au contraire, une reconnaissance de leur rôle majeur dans notre système de santé.
- Demande au gouvernement que soit engagée une réflexion nationale avec l'ensemble des acteurs de la santé sur la question de la régulation territoriale de l'installation des médecins généralistes comme cela existe déjà pour les pharmaciens, les sages-femmes, les kinésithérapeutes ou les infirmiers libéraux.
- Souhaite, dans ce cadre, que soit étudiée la mise en place de dispositions incitant les jeunes praticiens à effectuer un stage dans une zone sous-dotée, qui prendrait la forme d'une véritable année de professionnalisation assortie d'une rémunération.
- Demande une nouvelle fois que soit promue une politique de santé ambitieuse, qui ne soit pas basée sur une vision comptable de l'hôpital public mais qui renoue avec les impératifs humains et avec la qualité de la prise en charge des patients partout sur le territoire, à travers un PLFSS ambitieux en matière d'investissement, de recrutement et de rémunération.
- Demande que, à cet effet et dans le cadre de l'examen du prochain PLFSS, soient augmentés les moyens alloués aux universités pour la formation des professionnels de santé.
- Demande par ailleurs que la possibilité de redoubler la première année soit autorisée.

124- Motion de soutien aux Missions Locales

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER.

Madame la Maire expose :

Considérant le projet de loi « plein emploi » présenté en Conseil des ministres le 7 juin dernier, Relevant que ce projet de loi crée le Réseau France Travail pour répondre à l'objectif affiché par le gouvernement de simplifier les démarches pour les demandeurs d'emploi et les entreprises en créant un guichet numérique unique,

Considérant que ce réseau, piloté par Pôle emploi – qui deviendra France Travail – inclura l'ensemble des acteurs publics ainsi que privés agissant dans les champs de l'insertion professionnelle et de l'emploi, dont font partie les Missions Locales – qui seront quant à elles rebaptisées France Travail jeunes,

Constatant que si l'affichage de cette nouvelle organisation est de mutualiser les moyens des différents organismes au service des personnes sans emploi, il suscite de nombreux et légitimes doutes notamment quant aux moyens affectés, à son mode de pilotage et de gouvernance,

Considérant malgré tout l'intention du gouvernement de placer ces structures sous la férule de Pôle emploi en en faisant des opérateurs spécialisés, ce qui aurait pour conséquence d'en minorer et dénaturer les missions,

Constatant que les acteurs des missions locales s'interrogent aujourd'hui sur le pilotage de leurs missions et sur leur éventuelle mise sous tutelle d'un établissement public administratif rattaché à l'Etat,

Rappelant que les Missions Locales agissent aujourd'hui de manière plus globale que Pôle Emploi en matière d'insertion professionnelle, grâce notamment à l'accompagnement social spécifique qu'elles accomplissent en direction de l'accès au logement, à la santé, à l'orientation mais aussi à la citoyenneté en faveur des publics qu'elles accompagnent, Souhaitant que les évolutions en cours ne se traduisent pas par une mise en concurrence des Missions Locales avec les agences de Pôle Emploi (France Travail), par exemple en matière de suivi des contrats d'engagement jeune.

Observations :

Mme Auxerre : Je trouve que si on met en place cette structure, nos jeunes vont être noyés et cela va être une catastrophe. Les jeunes sont très bien suivis mais s'ils sont dans le giron de Pôle Emploi et noyés c'est fichu. Le CCAS travaille toujours avec les missions locales !

Mme Lagoubie : Je ne suis pas étonnée, c'était le début avec France Services. On va finir avec une centralisation. On peut se questionner sur le personnel de cette dernière d'ailleurs, notamment sur les conditions de travail et l'ergonomie des postes. Ici c'est aller un peu loin pour nos jeunes, déjà en rejet de la structure administrative. Le personnel est connu, identifié par la population c'est dommage de changer ce qui fonctionne.

M. Lotterie / Mme Rouiller / Mme Auxerre : C'est un service efficace !

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Souhaite que soit confirmé, clairement, le maintien du libre choix du public (jeunes de moins de 26 ans) de s'adresser aux missions locales et le maintien de leur autonomie vis-à-vis des antennes locales de Pôle emploi.
- Demande au gouvernement de préciser plus clairement le devenir des Missions Locales, leur rôle et leur mission dans le dispositif France Travail.
- Demande qu'elles puissent conserver leur dénomination de Mission Locale pour maintenir leur visibilité en direction des jeunes qu'elles suivent.
- Se prononce favorablement en faveur du maintien du partenariat privilégié que les Missions Locales entretiennent avec l'ensemble des acteurs des territoires, dont les entreprises, et de leur maillage territorial.
- Demande le maintien du pilotage de l'insertion professionnelle des jeunes de moins de 26 ans par les Missions Locales et la prise en compte de l'expertise indispensable de ces dernières au regard des compétences et des savoir-faire qu'elles exercent en direction des jeunes concernés.
- Souhaite, enfin, que soit conforté le rôle décisionnaire des élus locaux dans les structures locales liées aux politiques d'insertion, dans un double souci d'efficacité et de proximité.

● Questions écrites

Questions « Solidarité Citoyenne »

1) Le cimetière de Very a été une nouvelle fois victime de vandalisme sur les tombes. Peut-on avoir une surveillance particulière, ? vidéosurveillance par exemple.

Mme Rouiller : *L'information a été transmise à la gendarmerie et à la police municipale, pour une vigilance accrue, en particulier au moment de la Toussaint. En journée, les agents des services techniques auront également un point de vigilance tout particulier sur le sujet. Pour la vidéoprotection, quand on connaît votre opposition initiale au projet et votre demande*

d'aujourd'hui, je suis ravie de voir votre évolution sur le sujet. Cela fera en effet parti des zones à protéger.

Mme Lagoubie : *C'est une demande d'un administré.*

Mme Rouiller : *C'est une nécessité à prévoir dans la prochaine extension du réseau.*

2) Qui place les forains lors de la fête foraine ?

Mme Rouiller : *Le placier.*

Mme Bernard : *Je suis concernée avec mon entreprise, on n'a pas pu accéder pendant le week-end à nos commerces. Le forain était collé au mur, je n'ai pas pu accéder à mon cabinet. Je n'ai jamais vu le placier. C'est bien la première fois que cela se passe comme ça. Si bien, que nous avons fermé tout le week-end.*

Mme Rouiller : *Les places réservées au niveau du laboratoire, on comprend bien que certaines professions ont besoin d'un emplacement réservé. C'est noté pour en tenir compte l'année prochaine.*

3) Nous avons été saisi par un administré pour rebaptiser la place aux Ânes, la place Mme Fernande Daguin. Qu'en est-il de ce dossier ?

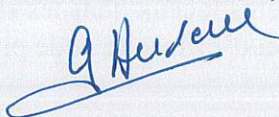
Mme Rouiller : *La réponse a été fournie à l'administré, en conformité avec ce qui lui a été dit. Tout d'abord le comité des fêtes à l'origine du projet a été interrogé sur le sujet. La place du marché aux ânes a un fondement historique et a été baptisé ainsi il y a une douzaine d'années en présence du Député de l'époque. Le 3M à l'origine du projet n'est pas favorable. La municipalité n'est pas non plus favorable a débaptisé cette place. Par contre, il est proposé de donner dans la traverse de la ZAC le nom de Fernande DAGUIN épouse ESCUDIER. Ceci est en effet plein de sens, car géographiquement, l'endroit est proche du commerce ESCUDIER d'une part et dans un cadre de MONTPON qui sera valorisé. Par ailleurs, le seul porteur de projet sur le sujet est en effet un administré, qui intervient au nom de la petite fille. Il convient bien entendu que le projet soit porté et validé par les descendants directs.*

Mme Lagoubie : *La petite fille de Mme ESCUDIER venait régulièrement aux cérémonies.*

Mme Rouiller : *C'est une très bonne idée mais il ne faut pas faire d'impair sur le choix du nom.*

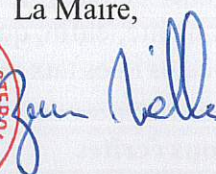
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h50.

La Secrétaire de séance,



Geneviève AUXERRE

La Maire,



Rozenn ROUILLER